14-04-2025

SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-FÉLIX-DE-VALOIS, TENUE LE 14 AVRIL 2025 À 20 H, À LAQUELLE SONT PRÉSENTS :

Membres du conseil :

M. Patrice Ayotte, district n° 1
M. Pierre Lépicier, district n° 4

Mme Ingrid Haegeman, district n° 5
M. Luc Ducharme, district n° 6

Assistent également Mme Audrey Boisjoly, présidente et mairesse, M. Jeannoé Lamontagne, directeur général / greffier-trésorier, et Mme Marine Revol, directrice générale adjointe / greffière-trésorière adjointe.

M. Daniel Ricard, district n° 2, est absent.
Mme Sophie Lajeunesse, district n° 3, est également absente.

LA MAIRESSE CONSTATE LE QUORUM ET OUVRE LA SÉANCE ORDINAIRE À 20 H 01

175-2025

Adoption –
Ordre du jour

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu que l'ordre du jour suivant soit adopté :

1. Adoption – Ordre du jour;
2. Adoption des procès-verbaux des séances :
 - ordinaire du 10 mars 2025
 - extraordinaire du 24 mars 2025
 - extraordinaire du 8 avril 2025
3. Approbation – Dépenses du mois de mars 2025;
4. Première période de questions;

ADMINISTRATION

5. Dépôt – Certificat de la tenue de registre – Règlement numéro 524-2025 décrétant l'acquisition des lots 6 292 275 et 5 358 569 à des fins de parc, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 677 570 \$ – aucune signature;
6. Adoption – Règlement numéro 525-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 224 914 \$ pour le projet de réfection du rang 1^{er} Ramsay, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 224 914 \$;
7. Avis de motion – Règlement numéro 527-2025 visant à modifier le Règlement 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;
8. OBNL Les Maisons Féliciennes – Paiement des honoraires professionnels;
9. OBNL Les Maisons Féliciennes – Paiement des honoraires professionnels;

(suite de la résolution 175-2025)

SÉCURITÉ PUBLIQUE

10. Autorisation – Demande de tenue d’un lave-auto – Association du service incendie Saint-Félix-de-Valois;
11. Autorisation de signature – Entente relative à la fourniture de services concernant l’assistance mutuelle en matière de sécurité incendie – Municipalité de Saint-Jean-de-Matha;

HYGIÈNE DU MILIEU

12. Octroi de contrat – TP-IN29.31-2024 – Étude de faisabilité – Augmentation de la production en eau potable;
13. Octroi de contrat – Remplacement d’une vanne murale dans la salle des UV – Station d’épuration des eaux usées Jacques-Brissette – État d’urgence local – Pluies diluviennes du 9 août 2024;

VOIRIE

14. Octroi de contrat – Regroupement des mandats d’ingénierie et surveillance des travaux – Réfection du 1^{er} rang de Ramsay, du chemin de ligne Ste-Cécile et du chemin Ste-Cécile;
15. Octroi de contrat – Lignage de rues 2025;
16. Octroi de contrat – Nettoyage de puisards 2025;
17. Octroi de contrat – Pièce d’asphalte pour l’année 2025;

URBANISME ET ENVIRONNEMENT

18. Dérogation mineure 2025-001 – « Faubourg Saint-Félix » – 2035, rue Bellerose (adresse projetée) – Lot 6 483 875
19. P.I.I.A. 2025-007 – 1270, rue du Boisé – Lot 6 245 365;
20. P.I.I.A. 2025-009 – « Faubourg Saint-Félix » – 5080, rue Rainville – Lot 6 288 463;
21. P.I.I.A. 2025-010 – « Faubourg Saint-Félix » – 2010, rue Bellerose – Lot 6 483 863;
22. P.I.I.A. 2025-011 – « Faubourg Saint-Félix » – 2035, rue Bellerose (adresse projetée) – Lot 6 483 875;
23. P.I.I.A. 2025-014 – « Faubourg Saint-Félix » – 2045, rue Bellerose – Lot 6 483 878;
24. Autorisation de signature – Acte de cession de terrains à des fins de parcs et annulation des comptes de taxes – Les Vallons inc. – Lots 6 436 566, 6 436 569, 6 436 570 et 6 436 571;
25. Demande d’appui – Fin du programme RénoRégion – Appel à la mobilisation pour modifier la décision du gouvernement;
26. Sélection d’un nom de rue – Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – Phase IV;

(suite de la résolution 175-2025)

COMMUNICATION

27. Octroi de contrat – TI-PD01.01-2025 – Parc informatique;

LOISIRS, CULTURE ET VIE COMMUNAUTAIRE

28. Embauche – Coordination du camp de jour estival 2025, temporaire à temps plein;

29. Embauche – Coordination adjointe du camp de jour estival 2025, temporaire à temps plein;

30. Embauche – Personnel d’animation et d’accompagnement du camp de jour estival 2025;

31. Embauche – Préposé(e) aux loisirs et à la culture, permanent à temps plein;

32. Inscription – Rendez-vous québécois du loisir rural – 6 au 8 mai 2025;

33. Autorisation de signature – Protocole d’entente – Camp de jour estival 2025 – Centre de services scolaire des Samares;

34. Acquisition d’arbres – Remplacement des frênes au parc Pierre-Dalcourt;

35. Autorisation de signature – Contrat d’occupation du kiosque Casse-croûte – Fête nationale et Vendredis en musique 2025;

36. Autorisation de signature – Contrat d’occupation du casse-croûte – Camp de jour estival 2025;

37. Octroi de mandat professionnel – Avant-projet en architecture – Rénovation du Centre Yvon-Sarrazin Phase II;

38. Octroi de contrat – Réalisation d’un carnet de santé – Presbytère;

39. Octroi de contrat – Réalisation d’un carnet de santé – Église;

40. Autorisation de dépôt – Aide financière – Programme Ententes de développement culturel municipales et régionales 2025-2027;

41. Comité consultatif en Culture – Nomination d’un(e) membre citoyen(ne);

42. Deuxième période de questions;

43. Levée de la séance;

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

176-2025

Adoption –
Procès-verbaux des
séances ordinaire du
10 mars, extraordinaire
du 24 mars et extraordinaire
du 8 avril 2025

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu que les procès-verbaux des séances ordinaire du 10 mars, extraordinaire du 24 mars et extraordinaire du 8 avril 2025 soient adoptés pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

177-2025

Approbation –
Dépenses du mois
de mars 2025

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que la liste des factures et des chèques pour les dépenses de la Municipalité, totalisant la somme de 172 293,12 \$ (chèques 32 956 à 32 995), ainsi que la somme de 1 369 174,73 \$ (paiements en ligne 507 318 à 507 462), pour un total de 1 541 467,80 \$, et les salaires de 223 877,20 \$ pour le mois de mars 2025 soient adoptés pour valoir à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

Point n° 4

Première période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la première période de questions.

Point n° 5

Dépôt – Certificat de la
tenue de registre –
Règlement n° 524-2025
décrétant l'acquisition
des lots 6 292 275 et
5 358 569 à des fins de parc,
et pour payer cette somme,
autoriser un emprunt
par billets au montant
de 677 570 \$

Dépôt du certificat de la tenue de registre – Règlement numéro 524-2025 décrétant l'acquisition des lots 6 292 275 et 5 358 569 à des fins de parc, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 677 570 \$ – aucune signature;

Le certificat se trouve dans le dossier de règlement n° 524-2025.

178-2025

Adoption –
Règlement n° 525-2025
ayant pour objet de
décréter une dépense
n'excédant pas 4 224 914 \$
pour le projet de réfection
du rang 1^{er} Ramsay,
et pour payer cette somme,
autoriser un emprunt par
billets au montant de
4 224 914 \$

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois juge qu'il est nécessaire d'investir dans la réfection du rang 1^{er} Ramsay;

CONSIDÉRANT la confirmation du Ministère des Transports et de la Mobilité durable d'une aide financière en provenance du Programme d'aide à la voirie locale, Volet Redressement et sécurisation;

CONSIDÉRANT QUE l'avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025, et que le projet de règlement a été déposé à cette même séance;

CONSIDÉRANT QUE préalablement à la tenue de la séance, chacun des membres du conseil a reçu une copie du *Règlement numéro 525-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 224 914 \$ pour le projet de réfection du rang 1^{er} Ramsay, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 224 914 \$;*

CONSIDÉRANT QUE tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

CONSIDÉRANT QUE le règlement a été déposé conformément à la Loi;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Pierre Lépicié, il est résolu que le *Règlement numéro 525-2025 ayant pour objet de décréter une dépense n'excédant pas 4 224 914 \$ pour le projet de réfection du rang 1^{er} Ramsay, et pour payer cette somme, autoriser un emprunt par billets au montant de 4 224 914 \$* soit adopté.

Le règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 525-2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

179-2025

Avis de motion –
Règlement n° 527-2025
visant à modifier le
Règlement 498-2024
relatif à l'aménagement et
à l'entretien des ponceaux
et des fossés sur le territoire
de la Municipalité de
Saint-Félix-de-Valois

Le conseiller Luc Ducharme donne avis de motion que lors d'une prochaine séance sera adopté le Règlement numéro 527-2025 visant à modifier le Règlement 498-2024 relatif à l'aménagement et à l'entretien des ponceaux et des fossés sur le territoire de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;

Ce projet de règlement a été déposé conformément aux dispositions de l'article 445 du Code municipal du Québec.

Le projet de règlement se trouve dans le dossier du Règlement n° 527-2025.

180-2025

Maisons Féliciennes –
Paiement des honoraires
professionnels

CONSIDÉRANT le projet de construction de logements abordables de l'OBNL Les Maisons Féliciennes;

CONSIDÉRANT QUE des sommes restent à verser par la Municipalité pour compléter la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ);

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu d'autoriser le paiement des honoraires professionnels encourus quant à la finalisation des plans et devis à la firme DWB Consultants, au montant de 2 580 \$, plus les taxes applicables, jusqu'à concurrence de la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

181-2025

Maisons Féliciennes –
Paiement des honoraires
professionnels

CONSIDÉRANT le projet de construction de logements abordables de l'OBNL Les Maisons Féliciennes;

CONSIDÉRANT QUE des sommes restent à verser par la Municipalité pour compléter la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ);

(suite de la résolution 181-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu d'autoriser le paiement des honoraires professionnels encourus quant à l'adhésion 2025 à l'OBNL Fédération des OSBL d'habitation des 3L (FOH3L), au montant de 165 \$, plus les taxes applicables, jusqu'à concurrence de la contribution municipale de 40 % de la subvention de base du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

182-2025

Autorisation –
Demande tenue d'un
lave-auto – Association
du service incendie
Saint-Félix-de-Valois

CONSIDÉRANT

la demande de l'Association du service incendie Saint-Félix-de-Valois à tenir un lave-auto le lundi, 19 mai 2025, de 8 h à 17 h, pour une levée de fonds au soutien de causes locales ainsi que dans la poursuite de sa mission d'OBNL;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu d'autoriser l'Association du service incendie Saint-Félix-de-Valois de tenir un lave-auto le lundi, 19 mai 2025, de 8 h à 17 h, sous réserves des interdictions relatives à l'utilisation de l'eau qui seront alors en vigueur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

183-2025

Autorisation de signature –
Entente relative à la
fourniture de services
concernant l'assistance
mutuelle en matière de
sécurité incendie –
Municipalité de Saint-
Jean-de-Matha

CONSIDÉRANT QUE

les parties à l'entente désirent se prévaloir des dispositions des articles 569 et suivant du Code municipal du Québec pour conclure une entente relative à l'établissement d'un plan d'aide mutuelle pour la protection incendie de leur territoire respectif;

CONSIDÉRANT QUE

les casernes situées à proximité peuvent être appelées à intervenir dans la municipalité voisine dès l'appel initial selon le protocole de déploiement en vigueur dans chaque municipalité, ou sur demande lors d'intervention plus importante;

(suite de la résolution 183-2025)

CONSIDÉRANT QUE Les Parties peuvent, conformément à la Loi sur la sécurité S-3.4 article 33 (L.R.Q., chapitre 20), établir les tarifs pour l'utilisation des services de sa brigade des incendies;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de définir les modalités de fonctionnement et de tarification d'une assistance mutuelle des services incendie;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service de Protection et d'Intervention d'urgence;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu :

1. d'adopter l'Entente relative à la fourniture de services concernant l'assistance mutuelle en matière de sécurité incendie entre la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et la Municipalité de Saint-Jean-de-Matha;
2. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de cette entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

184-2025

Octroi de contrat –
TP-IN29.31-2024 –
Étude de faisabilité –
Augmentation de la
production en eau potable

CONSIDÉRANT QU' une étude de faisabilité dans le cadre du projet TP-IN29.31-2024 – Augmentation de la production en eau potable – doit être effectuée;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

(suite de la résolution 184-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise Eurêka Environnement, pour une étude de faisabilité dans le cadre du projet TP-IN29.31-2024 – Augmentation de la production en eau potable, pour un montant total de 32 865 \$, plus les taxes applicables.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds d'aqueduc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

185-2025

Octroi de contrat –
Remplacement d'une
vanne murale dans la
salle des UV –
Station d'épuration des
eaux usées Jacques-Brissette

CONSIDÉRANT QUE les pluies diluviennes et les inondations du 9 août 2024 ont causé des dommages importants à plusieurs infrastructures municipales, et ce, sur l'ensemble du territoire;

CONSIDÉRANT QUE des travaux importants ou urgents ont été nécessaires et d'autres sont à prévoir à court terme afin de rétablir le bon fonctionnement des équipements et infrastructures, notamment à la station d'épuration des eaux usées Jacques-Brissette;

CONSIDÉRANT QUE l'état d'urgence local a été déclaré le 10 août 2024;

CONSIDÉRANT le maintien de l'état d'urgence local prononcé en date du 12 août 2024;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Luc Ducharme, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'octroyer le contrat de remplacement d'une vanne murale dans la salle des UV de la station d'épuration des eaux usées Jacques-Brissette à l'entreprise Rotork Controls (Canada) Ltd, au montant de 10 853 \$, plus les taxes applicables.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds d'égouts.

L'Annexe V se trouve dans le dossier 110-114.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

186-2025

**Octroi de contrat –
Regroupement des mandats
d’ingénierie et surveillance
des travaux – Réfection du
1^{er} rang de Ramsay,
du chemin de ligne
Ste-Cécile et du
chemin Ste-Cécile**

- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a octroyé le contrat TP-IN16.01-2022 – Réfection du chemin de ligne Ste-Cécile et du chemin Ste-Cécile – Conception et surveillance des travaux – à la firme Efel Experts-conseils inc., pour un montant de 42 900 \$, plus les taxes applicables;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a octroyé le contrat TP-IN22.01-2023 – Réfection du 1^{er} rang de Ramsay – Conception et surveillance partielle des travaux – à la firme Efel Experts-conseils inc., pour un montant de 41 050 \$, plus les taxes applicables;
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité a reçu une aide financière au Programme d’aide à la voirie locale (PAVL) pour la réfection du 1^{er} rang de Ramsay et du chemin de ligne Ste-Cécile;
- CONSIDÉRANT QUE** le long délai entre l’octroi des mandats d’ingénierie et la réalisation des travaux nécessitera d’ajuster les taux pour la surveillance des travaux;
- CONSIDÉRANT QUE** le directeur des services techniques recommande de réaliser les travaux du 1^{er} rang de Ramsay, du chemin de Ste-Cécile et du chemin de ligne Ste-Cécile dans un seul contrat de construction, afin de réduire les coûts;
- CONSIDÉRANT QUE** la firme Efel Experts-conseils inc. a transmis une offre de service révisée, afin de regrouper ses deux mandats de conception et de surveillance des travaux;
- CONSIDÉRANT QUE** la firme Efel Experts-conseils inc. recommande d’exécuter une surveillance complète des travaux en chantier;
- CONSIDÉRANT QUE** le regroupement des deux mandats professionnels permettra de simplifier la gestion des contrats de construction avec la firme Efel Experts-conseils inc., en plus de faciliter le suivi du mandat d’ingénierie et de surveillance par la Municipalité;
- CONSIDÉRANT QUE** le regroupement des deux mandats professionnels permettra d’économiser une somme d’environ 15 000 \$ pour la surveillance des travaux;

(suite de la résolution 186-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de la firme Efel Experts-conseils inc., pour les mandats regroupés d'ingénierie et de surveillance des travaux lors des chantiers de réfection des voies de circulation 1^{er} rang de Ramsay, chemin de ligne Ste-Cécile et chemin Ste-Cécile, pour un montant total de 62 700 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

187-2025
Octroi de contrat –
Lignage de rues 2025

CONSIDÉRANT QU' environ 50 % du lignage des rues et des rangs doit être effectué pour l'année 2025;

CONSIDÉRANT QUE le service des Travaux publics ne dispose pas de l'équipement spécialisé ni des ressources pour exécuter ces travaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de lignage sont prévus au budget 2025;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Travaux publics;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise Marquage et Traçage du Québec inc., pour le lignage des rues et des rangs, le tout en conformité avec le cahier de charges du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD), pour un montant total de 13 000 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

188-2025

Octroi de contrat –
Nettoyage de
puisards 2025

CONSIDÉRANT QUE le nettoyage des puisards doit être effectué pour la saison 2025;

CONSIDÉRANT QUE le nettoyage des puisards est prévu au budget 2025;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Travaux publics;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par conseiller Luc Ducharme, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise 2758-9555 Québec inc. / Vacuum St-Gabriel Enr., pour le nettoyage des puisards pour la saison 2025, pour un montant total de 8 400 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

189-2025

Octroi de contrat –
Pièce d'asphalte pour
l'année 2025

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'excavation en tranchée sont exécutés régulièrement dans les chemins pavés;

CONSIDÉRANT QUE des pièces d'asphalte sur le pavage existant sont réparées afin d'améliorer la surface roulante;

CONSIDÉRANT QUE les pièces d'asphalte doivent être faites ponctuellement durant l'année;

CONSIDÉRANT QUE la dépense annuelle des travaux de pavage est supérieure à 40 000 \$ et que l'entretien général des rues est prévu au budget;

CONSIDÉRANT QUE le service des Travaux publics n'a pas l'équipement et les ressources nécessaires pour exécuter ces travaux;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Travaux publics;

(suite de la résolution 189-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise Marion Asphalte inc., pour effectuer les pièces d'asphalte lors de la saison 2025, à un taux de 30 \$ / m² pour les pièces d'asphalte en tranchée, et un taux de 22 \$ / m² pour la réparation de surface, pour un montant total estimé à 45 000 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

190-2025

Dérogation mineure 2025-001
2035, rue Bellerose
(adresse projetée)
Lot 6 483 875

- CONSIDÉRANT QU'** une demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-001 a été déposée pour le lot 6 483 875 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique projetée 2035, rue Bellerose, visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence unifamiliale intergénérationnelle) avec une marge de recul arrière de 2,10 mètres au lieu de 6,00 mètres, ce qui déroge au Règlement de zonage numéro 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure porte sur une disposition du règlement de zonage et ne porte pas sur la densité d'occupation au sol;
- CONSIDÉRANT QUE** le Plan d'urbanisme en vigueur ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;
- CONSIDÉRANT QUE** le plan d'urbanisme numéro 513-2025, en processus d'adoption, ne fait pas état des dispositions relatives à la marge de recul des bâtiments;
- CONSIDÉRANT QUE** le règlement de zonage numéro 574-96 de l'ancienne paroisse de Saint-Félix-de-Valois, à l'article 6.2.8, exige que le bâtiment principal soit situé à minimum 6,0 mètres de la marge de recul arrière;
- CONSIDÉRANT QUE** le règlement de zonage numéro 514-2025 de la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois, en processus d'adoption, établit la marge de recul arrière à 6,0 mètres dans la zone H-23;
- CONSIDÉRANT QUE** la demande de dérogation mineure a un écart majeur avec la norme applicable;

(suite de la résolution 190-2025)

CONSIDÉRANT QU' il est possible d'implanter un bâtiment principal en respect de la réglementation en vigueur;

CONSIDÉRANT QUE la demande de dérogation mineure semble causer préjudice au voisinage étant donné la présence de chambre à coucher sur le côté donnant sur la marge de recul faisant l'objet de la présente demande de dérogation mineure;

CONSIDÉRANT la bonne foi du demandeur puisque ce dernier s'est informé de la réglementation en vigueur auprès du service d'Urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de dérogation mineure lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

EN CONSÉQUENCE,

Le conseiller Pierre Lépicier en fait la proposition; La mairesse demande le vote :

Pour : 1

Contre : 3

Il est résolu de ne pas suivre la recommandation du CCU (résolution 021-CCU-2025), et de **refuser** la présente demande de dérogation mineure portant le numéro 2025-001 visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence unifamiliale intergénérationnelle) avec une marge de recul arrière de 2,10 mètres au lieu de 6,00 mètres, sur le lot 6 483 875 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique projetée 2035, rue Bellerose.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ DES CONSEILLERS

191-2025

P.I.I.A. 2025-007

1270, rue du Boisé

Lot 6 245 365

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-007 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence unifamiliale intergénérationnelle), sur le lot 6 245 365 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1270, rue du Boisé;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs et les critères du Règlement numéro 214-2009 sur les P.I.I.A. relatifs aux logements intergénérationnels sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

(suite de la résolution 191-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 027-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-007 et visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence unifamiliale intergénérationnelle), sur le lot 6 245 365 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 1270, rue du Boisé;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-007 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

192-2025
P.I.I.A. 2025-009
5080, rue Rainville
Lot 6 288 463

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-009 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 288 463 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5080, rue Rainville;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement numéro 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 023-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-009 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 288 463 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 5080, rue Rainville;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-009 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

193-2025
P.I.I.A. 2025-010
2010, rue Bellerose
Lot 6 483 863

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-010 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 863 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2010, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement numéro 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés;

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 024-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-010 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 863 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2010, rue Bellerose;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-010 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

194-2025
P.I.I.A. 2025-011
2035, rue Bellerose
(adresse projetée)
Lot 6 483 875

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-011 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment principal (résidence unifamiliale intergénérationnelle), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 875 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique projetée 2035, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE le critère relatif à l'aire de stationnement n'est pas respecté puisque le projet prévoit plus d'une aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE tous les autres objectifs et critères du Règlement no 214-2009 sur les P.I.I.A. relatifs aux logements intergénérationnels sont respectés;

(suite de la résolution 194-2025)

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

CONSIDÉRANT la demande de dérogation mineure numéro 2025-001 en lien avec ce même emplacement;

CONSIDÉRANT la décision du conseil de refuser la demande de dérogation mineure numéro 2025-001;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de ne pas suivre la recommandation du CCU (résolution 026-CCU-2025) et de suspendre la demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-011.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

195-2025
P.I.I.A. 2025-014
2045, rue Bellerose
Lot 6 483 878

CONSIDÉRANT QU' une demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-014 a été déposée visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 878 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2045, rue Bellerose;

CONSIDÉRANT QUE tous les objectifs et les critères du Règlement numéro 353-2017 sur les P.I.I.A. relatifs au projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont respectés.

CONSIDÉRANT QUE le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis une recommandation **favorable** à cette demande de P.I.I.A. lors de sa réunion du **26 mars 2025**;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de suivre la recommandation du CCU (résolution 025-CCU-2025) et :

1. **d'autoriser** la présente demande de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) portant le numéro 2025-014 et visant à permettre la construction d'un bâtiment accessoire détaché (cabanon), dans le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix », sur le lot 6 483 878 du cadastre du Québec et portant l'adresse civique 2045, rue Bellerose;
2. d'exiger que les travaux faisant l'objet de la demande de P.I.I.A. portant le numéro 2025-014 soient débutés à l'intérieur d'un délai de dix-huit (18) mois de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

196-2025

Autorisation de signature –
Cession de terrains à des
fins de parcs et annulation
des comptes de taxes –
Les Vallons inc. –
Lots 6 436 566, 6 436 569,
6 436 570 et 6 436 571

CONSIDÉRANT la résolution 452-2024 stipulant la cession des lots 6 436 566, 6 436 569, 6 436 570 et 6 436 571 par les Vallons inc. à la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois;

CONSIDÉRANT QUE cette cession aurait dû avoir lieu peu de temps après l'émission du permis de lotissement 2021-013;

CONSIDÉRANT QU' à défaut de procéder à l'officialisation de la cession, des intérêts et autres frais ont été accumulés sur les comptes de taxes de ces immeubles;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicier, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu :

1. de procéder à l'annulation des comptes de taxes qui ont été générés sur les lots 6 436 566, 6 436 569, 6 436 570 et 6 436 571, ainsi que les intérêts et autres frais y apparaissant;
2. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre de la transaction notariée à intervenir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

197-2025

Demande d'appui –
Fin du programme
RénoRégion –
Appel à la mobilisation
pour modifier la décision
du gouvernement

CONSIDÉRANT QUE la Société d'habitation du Québec (SHQ) a confirmé deux jours après la lecture du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec l'abandon du programme RénoRégion, un programme essentiel pour aider les propriétaires-occupants les moins bien nantis de nos communautés, souvent des personnes âgées ou des familles monoparentales vivant en milieu rural, à corriger des déficiences majeures à leur modeste résidence;

CONSIDÉRANT QUE ce programme a permis de garder plusieurs milliers de personnes dans leur résidence, dans des milieux où fait aussi rage la crise du logement, où il n'y a aucun logement abordable ou encore moins d'habitations à loyer modique;

(suite de la résolution 197-2025)

CONSIDÉRANT QU' il y a plus de mille familles sur les listes d'attente des MRC du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a demandé le 27 mars dernier au premier ministre du Québec, M. François Legault, de se préoccuper de nos citoyen(ne)s et familles les plus vulnérables en remédiant de façon urgente à la situation;

CONSIDÉRANT QUE cette demande est restée sans réponse et que les projets d'appartements modulaires de 24 et 36 unités dans quelques villes du Québec promus depuis par la ministre responsable de l'Habitation, Mme France-Élaine Duranceau, ne peuvent répondre aux besoins des régions;

CONSIDÉRANT QUE bien que le programme RénoRégion ait coûté moins de 18 M\$ par année à l'État québécois et qu'il ne représente que 0,0001% des dépenses globales, la ministre justifie ce choix pour des raisons de saine gestion des finances publiques;

CONSIDÉRANT QUE la subvention moyenne du programme est de 19 309 \$, une fraction des coûts réels de construction des nouveaux logements promus par la ministre;

CONSIDÉRANT QUE la FQM a déposé l'an dernier, à la demande de la Société d'habitation du Québec (SHQ), une série de propositions afin d'augmenter l'efficacité du programme et de le rendre plus accessible pour mieux répondre aux besoins à travers le Québec;

CONSIDÉRANT QUE la SHQ devait lancer une version bonifiée du programme RénoRégion à la suite de ses consultations en 2025;

CONSIDÉRANT QUE l'abolition de ce programme porte atteinte aux personnes les plus vulnérables de nos communautés.

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu :

1. de demander au premier ministre du Québec, M. François Legault, et à sa ministre responsable de l'Habitation, Mme France-Élaine Duranceau :
 - DE RELANCER immédiatement le programme RénoRégion pour l'année financière 2025-2026 et de s'engager à assurer son financement à long terme;
 - DE RENDRE à terme le processus de bonification du programme pour assurer une plus grande accessibilité dans toutes les régions du Québec.

(suite de la résolution 197-2025)

2. que cette résolution soit transmise rapidement aux personnes suivantes :

- M. François Legault, premier ministre du Québec
- Mme France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation
- M. Éric Girard, ministre des Finances
- M. Sébastien Schneeberger, député de Drummond–Bois-Francs, président de la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale
- Mme Virginie Dufour, députée des Mille-Îles, porte-parole de l'opposition officielle en matière de logement
- Mme Christine Labrie, députée de Sherbrooke, porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de logement
- Mme Catherine Gentilcore, députée de Terrebonne, porte-parole du troisième groupe d'opposition en matière de logement
- M. Jean Martel, président-directeur général de la Société d'habitation du Québec
- Mme Caroline Proulx, députée de Berthier, ministre du Tourisme et ministre responsable de la région de Lanaudière
- M. Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

198-2025

Sélection d'un nom de rue –
Projet de développement
domiciliaire « Faubourg
Saint-Félix » – Phase IV

- CONSIDÉRANT** le dépôt du plan projet de lotissement pour le projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » – phase IV;
- CONSIDÉRANT** la résolution numéro 438-2024 adoptée par le conseil municipal le 9 décembre 2024, approuvant le plan projet de lotissement;
- CONSIDÉRANT** la construction imminente de la phase IV et des nouvelles rues du Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix »;
- CONSIDÉRANT QUE** les noms de rues des premières phases du Projet de développement domiciliaire « Faubourg Saint-Félix » sont des noms de familles;
- CONSIDÉRANT QUE** le Comité consultatif en urbanisme (CCU) a été mis à contribution dans la sélection des noms pour les futures rues et qu'il a émis une recommandation lors de sa réunion du 29 janvier 2025;

(suite de la résolution 198-2025)

CONSIDÉRANT la résolution numéro 073-2025 adoptée par le conseil municipal le 10 février 2025 par laquelle le conseil a attribué les noms des nouvelles rues;

CONSIDÉRANT QUE des recherches menées ultérieurement ont permis de retracer les origines de J.E.-Lesage;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de modifier la résolution numéro 073-2025 afin d'être fidèle à l'histoire et de changer le nom de rue J.E.-Lesage par rue Marie-Joséphine Lesage;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Pierre Lépicié, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu de modifier la résolution numéro 073-2025 afin de changer le nom de rue J.E.-Lesage par rue Marie-Joséphine-Lesage;

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

199-2025

Octroi de contrat –
TI-PD01.01-2025 –
Parc informatique

CONSIDÉRANT la politique de gestion des actifs et les besoins de remplacement;

CONSIDÉRANT la politique de gestion contractuelle et les enjeux de sécurité des équipements et installations;

CONSIDÉRANT les recommandations de la ressource externe en technologies de l'information;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le cahier de charges et le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT les soumissions reçues;

CONSIDÉRANT l'avis de la direction générale;

CONSIDÉRANT la recommandation du Comité des Relations citoyennes et des Communications;

(suite de la résolution 199-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise InfoXtreme, pour le contrat TI-PD01.01-2025 – Parc informatique, pour un montant total de 20 074,64 \$, plus les taxes applicables.

Les Fonds seront pris à même les différents postes « Matériel informatique » des services concernés

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

200-2025
Embauche –
Coordination du camp
de jour estival 2025

-
- CONSIDÉRANT QUE** la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois offre chaque année un camp de jour estival;
- CONSIDÉRANT QUE** le camp de jour estival accueille quotidiennement entre 180 et 200 enfants;
- CONSIDÉRANT QUE** la tenue d'un camp de jour nécessite d'avoir une coordination afin de soutenir l'équipe d'animation et d'accompagnement lors des activités et sorties;
- CONSIDÉRANT QUE** la personne responsable de la coordination doit être en place dès le mois d'avril afin de réaliser la planification du camp de jour, suivre la formation, assister au déroulement des entrevues, et participer au processus d'embauche et d'accueil de l'équipe d'animation et d'accompagnement;
- CONSIDÉRANT** la vacance du poste de coordination du camp de jour estival;
- CONSIDÉRANT QUE** Madame Juliette Gouin a travaillé pour la Municipalité à titre de coordonnatrice du camp de jour de la semaine de relâche 2025;
- CONSIDÉRANT QUE** Mme Gouin s'est démarquée dans son rôle par son expérience et qu'elle a offert une prestation de travail à la hauteur des attentes;
- CONSIDÉRANT QUE** Mme Gouin a confirmé son intérêt à occuper le poste de coordonnatrice du camp de jour estival 2025;
- CONSIDÉRANT** la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

(suite de la résolution 200-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu :

1. d'embaucher Madame Juliette Gouin à titre de personne salariée temporaire au poste de coordonnatrice du camp de jour estival, selon les modalités convenues au contrat de travail;
2. que Madame Gouin relève de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;
3. d'autoriser le directeur général et greffier-trésorier à signer le contrat de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

201-2025
Embauche –
Coordination adjointe
du camp de jour
estival 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois offre chaque année un camp de jour estival;

CONSIDÉRANT QUE le camp de jour estival accueille quotidiennement entre 180 et 200 enfants;

CONSIDÉRANT QUE la tenue d'un camp de jour nécessite d'avoir une équipe de coordination afin de soutenir l'équipe d'animation et d'accompagnement lors des activités et sorties;

CONSIDÉRANT l'embauche d'une coordonnatrice du camp de jour estival 2025;

CONSIDÉRANT la vacance des deux postes de coordination adjointe du camp de jour estival;

CONSIDÉRANT QUE l'équipe de coordination doit être en place dès le mois d'avril afin de réaliser la planification du camp de jour, suivre la formation, assister au déroulement des entrevues, et participer au processus d'embauche et d'accueil de l'équipe d'animation et d'accompagnement du camp de jour estival;

CONSIDÉRANT QUE le processus de recrutement est terminé;

CONSIDÉRANT QU' à la suite de ce processus, les candidatures de Madame Maïka Lachance et de M. Jacob Audet se sont démarquées;

(suite de la résolution 201-2025)

CONSIDÉRANT QUE Madame Maïka Lachance a travaillé pour la Municipalité à titre d'animatrice du camp de jour estival et de la semaine de relâche au cours des trois dernières années;

CONSIDÉRANT QUE Madame Lachance s'est démarquée dans son rôle et qu'elle a offert une prestation de travail dépassant les attentes;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Jacob Audet a travaillé pour la Municipalité à titre d'animateur du camp de jour estival et de la semaine de relâche au cours des deux dernières années;

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Audet s'est démarqué dans son rôle et qu'il a offert une prestation de travail dépassant les attentes;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu :

1. d'embaucher Madame Maïka Lachance, à titre de coordonnatrice-adjointe, et de Monsieur Jacob Audet, à titre de coordonnateur-adjoint, dans le cadre du camp de jour estival 2025;
2. que ces deux personnes relèvent directement de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire.
3. d'autoriser le directeur général et greffier-trésorier à signer les contrats de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

202-2025
Embauche –
Personnel d'animation et
d'accompagnement –
Camp de jour estival 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois offre chaque année un camp de jour estival;

CONSIDÉRANT QUE le camp de jour estival accueille quotidiennement entre 180 et 200 enfants;

CONSIDÉRANT QUE la tenue d'un camp nécessite une équipe d'animation et d'accompagnement;

(suite de la résolution 202-2025)

CONSIDÉRANT les postes à combler pour répondre aux besoins de fréquentation du camp de jour estival 2025;

CONSIDÉRANT le processus d'embauche complété;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu :

1. d'embaucher les personnes suivantes au sein de l'équipe d'animation et d'accompagnement pour répondre aux besoins de fréquentation du camp de jour estival 2025 :

Nom	Poste
Émile Dionne	Animation
Samuel Fleury	Accompagnement
Coralie Mathurin	Animation
Émilie Beaulieu	Animation
Élodie Picard	Animation
Felya Thériault	Animation
Émilie Vottero	Accompagnement
Alice Aubin	Animation
Xavier Fleury	Accompagnement
Alicia Chaussé	Animation
Caroline Archambault	Accompagnement
Maddox Robillard	Aide-animation
Marie-Jeanne Vadnais	Animation
Mary-Lou Thérien	Aide-animation
Danika Becker	Animation
Jason Carrier Denis	Animation
Maëlie Dubé	Animation
Mia Dionne	Animation
Alexandre Gervais	Animation
Charles-Alexandre Chartier	Animation
Alexy Desaulniers	Accompagnement
Elliott Beaudry	Animation
Rosalie Brouillette	Animation
William Vadnais	Animation
Thomas Donnet	Accompagnement
Daphné Bazinet	Aide-animation
Émilie Lessard	Animation
Jacob Renière	Animation
Vincent Faria	Aide-animation
Zachary Vincent	Animation
Mélody Viau	Animation
Jacob Desroches	Aide-animation
Emmy Martel	Accompagnement

(suite de la résolution 202-2025)

2. que ces personnes relèvent de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

203-2025

Embauche –
Préposé(e) aux loisirs
et à la culture
Permanent à temps plein

CONSIDÉRANT la vacance du poste de préposé(e) aux loisirs et à la culture;

CONSIDÉRANT l'affichage de poste;

CONSIDÉRANT QUE le processus de recrutement est terminé;

CONSIDÉRANT QU' à la suite de ce processus, la candidature de Madame Frédérique Martel-Rondeau s'est démarquée;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Pierre Lépicier, il est résolu :

1. d'embaucher Madame Frédérique Martel-Rondeau à titre de salariée régulière au poste de préposée aux loisirs et à la culture, à l'échelon 3 et selon les autres modalités prévues à la convention collective en vigueur;
2. que Madame Martel-Rondeau relève de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

204-2025

Inscription –
Rendez-vous québécois
du loisir rural –
6 au 8 mai 2025

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu :

1. d'autoriser le directeur du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire à assister au Rendez-vous québécois du loisir rural, devant se tenir du 6 au 8 mai 2025 à Scott, en Beauce;
2. de rembourser les frais suivants sur présentation des comptes de dépenses signés par le réclamant, accompagnés des pièces justificatives :
 - a) inscription au congrès (1 × 225 \$);
 - b) hébergement;
 - c) repas, jusqu'à 75 \$ par jour;
 - d) frais de déplacement, si un véhicule de la Municipalité n'est pas utilisé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

205-2025

Autorisation de signature –
Protocole d'entente –
Camp de jour estival 2025 –
Centre de services scolaire
des Samares

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois et le Centre de services scolaire des Samares reconnaissent les avantages d'une collaboration entre les deux organisations pour une utilisation rationnelle et optimale des équipements récréatifs et communautaires, et qu'elles consentent à les mettre à la disposition de la population dans le cadre de leurs missions respectives;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite utiliser certains locaux et équipements du Centre de services scolaire des Samares lors de la tenue du camp de jour estival 2025;

CONSIDÉRANT QU' il y a lieu de consigner les modalités de gestion, d'entretien, d'accès et d'utilisation des locaux, classes, plateaux extérieurs et équipements désignés dans un protocole d'entente à intervenir entre les deux organismes;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

(suite de la résolution 205-2025)

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu :

1. d'adopter le protocole d'entente entre le Centre de services scolaire des Samares et la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois pour le camp de jour estival 2025;
2. d'autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur général et greffier-trésorier, M. Jeannoé Lamontagne, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre du protocole d'entente à intervenir.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

206-2025

Acquisition d'arbres –
Remplacement des frênes
au parc Pierre-Dalcourt

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois doit abattre et remplacer plusieurs frênes malades au parc Pierre-Dalcourt;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter la soumission de l'entreprise Pépinière St-Paul de Joliette, pour la fourniture de douze (12) arbres en remplacement des frênes qui seront abattus au parc Pierre-Dalcourt, pour un montant total de 3 129 \$, plus les taxes applicables.

Ce montant sera pris à même les surplus accumulés du Fonds général.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

207-2025

Autorisation de signature –
Contrat d’occupation du
kiosque Casse-croûte –
Fête nationale et
Vendredis en musique –
Éditions 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité agit à titre de gestionnaire des événements de la Fête nationale et des Vendredis en musique 2025;

CONSIDÉRANT QU’ il y a lieu d’établir les modalités d’occupation et d’utilisation d’un kiosque de casse-croûte par un fournisseur de services externe lors de ces événements;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire, M. Olivier Roussel, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre du contrat d’occupation du kiosque Casse-croûte lors des événements de la Fête nationale et des Vendredis en musique 2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

208-2025

Autorisation de signature –
Contrat d’occupation du
Casse-croûte –
Camp de jour estival 2025

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Valois offre chaque année un camp de jour estival;

CONSIDÉRANT QUE le camp de jour estival accueille quotidiennement entre 180 et 200 enfants;

CONSIDÉRANT l’intérêt de plusieurs usagers à avoir recours à un service externe de casse-croûte ainsi qu’à une offre de repas à prix concurrentiel au centre Pierre-Dalcourt;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition du conseiller Patrice Ayotte, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu d’autoriser la mairesse, Mme Audrey Boisjoly, et le directeur du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire, M. Olivier Roussel, à signer, pour et au nom de la Municipalité, tout document de nature contractuelle ou financière dans le cadre du contrat d’occupation du casse-croûte lors du camp de jour estival 2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

209-2025

Octroi de mandat professionnel – Avant-projet en architecture – Rénovation du Centre Yvon-Sarrazin – Phase II

CONSIDÉRANT l'avant-projet pour la rénovation du Centre Yvon-Sarrazin – Phase II;

CONSIDÉRANT QUE des services professionnels en architecture sont requis;

CONSIDÉRANT la résolution 412-2024 octroyant le mandat professionnel d'avant-projet en architecture pour la rénovation du Centre Yvon-Sarrazin (CYS) – Phase II à la firme Héту-Bellehumeur architectes inc.;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs modifications ont été apportées au projet, dont le changement de programme de subvention visé et l'ajout de travaux;

CONSIDÉRANT la révision à la hausse des honoraires prévus;

CONSIDÉRANT l'offre de services modifiée de la firme Héту-Bellehumeur architectes inc.;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Pierre Lépiciér, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter l'offre de services modifiée de la firme Héту-Bellehumeur architectes inc. pour des services professionnels en architecture dans le cadre de l'avant-projet en architecture pour la rénovation du Centre Yvon-Sarrazin (CYS) phase II, pour une enveloppe budgétaire de 25 000 \$, et d'abroger la résolution 412-2024.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

210-2025

Octroi de contrat – Réalisation d'un carnet de santé – Presbytère

CONSIDÉRANT le projet de réfection du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE des services professionnels en architecture sont requis pour la réalisation d'un carnet de santé du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT l'offre de services de la firme Marie-Josée Deschênes, Architecte;

(suite de la résolution 210-2025)

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter l'offre de services de la firme Marie-Josée Deschênes, Architecte, pour des services professionnels en architecture requis pour la réalisation d'un carnet de santé du presbytère, pour un montant de 6 000 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

211-2025
Octroi de contrat –
Réalisation d'un carnet
de santé – Église

CONSIDÉRANT le projet de réfection de l'Église;

CONSIDÉRANT QUE des services professionnels en architecture sont requis pour la réalisation d'un carnet de santé de l'Église;

CONSIDÉRANT QUE des demandes de prix ont été effectuées en conformité avec le Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle;

CONSIDÉRANT l'offre de services de la firme Marie-Josée Deschênes, Architecte;

CONSIDÉRANT la recommandation de la direction des Services techniques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Pierre Lépicié, il est résolu, conformément au Règlement 366-2018 sur la gestion contractuelle, d'accepter l'offre de services de la firme Marie-Josée Deschênes, Architecte, pour des services professionnels en architecture requis pour la réalisation d'un carnet de santé de l'Église, pour un montant de 8 000 \$, plus les taxes applicables.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

212-2025

Autorisation de dépôt –
Aide financière –
Programme Ententes de
développement culturel
municipales et régionales
2025-2027

CONSIDÉRANT le Programme Ententes de développement culturel municipales et régionales 2025-2027 du ministère de la Culture et des Communications prévoit un soutien financier aux initiatives culturelles afin d’offrir un partenariat souple et coopératif avec le milieu municipal;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité souhaite bonifier l’offre culturelle de la municipalité, en plus de participer à l’essor de la culture et des communications à l’échelle provinciale;

CONSIDÉRANT la recommandation du Comité consultatif en Culture de cibler les trois priorités que sont la bonification de l’offre d’animation culturelle du camp de jour estival, la bonification de l’offre culturelle pour les 0-5 ans, et le développement des contenus historiques;

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Patrice Ayotte, il est résolu d’autoriser le directeur du service des Loisirs, de la Culture et de la Vie communautaire à déposer une demande d’aide financière au programme Ententes de développement culturel municipales et régionales 2025-2027 du ministère de la Culture et des Communications.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

213-2025

Comité consultatif
en Culture –
Nomination d’un(e)
membre citoyen(ne)

CONSIDÉRANT la vacance d’un poste de membre citoyen au Comité consultatif en Culture (CCC);

EN CONSÉQUENCE,

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, appuyée par le conseiller Luc Ducharme, il est résolu de nommer madame Monique Desrosiers en tant que membre citoyenne du Comité consultatif en Culture, siège 2, jusqu’au 31 décembre 2025.

ADOPTÉE À L’UNANIMITÉ DES CONSEILLERS

Je soussigné, greffier-trésorier, certifie que la Municipalité dispose des crédits suffisants à ces dépenses.

Point n° 42
Deuxième période
de questions

La mairesse invite les citoyennes et citoyens à la deuxième période de questions.

214-2025
Levée de la séance

Sur la proposition de la conseillère Ingrid Haegeman, il est résolu que la présente séance soit levée à 20 h 57.

Audrey Boisjoly
Mairesse

Jeannoé Lamontagne
Directeur général / greffier-trésorier

« Je, Audrey Boisjoly, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».